

Les étudiants ne mangent pas à leur faim

Une enquête récente révèle la précarité alimentaire des étudiants, qui touche de plus en plus de jeunes avec l’inflation. Face aux actions inefficaces du gouvernement, les associations étudiantes se mobilisent et font preuve de solidarité.

Par Camille Richard

Publié le 23 décembre 2023 · Lecture 3 min.

Un sur deux

C’est une proportion effrayante présentée dans la dernière [enquête](#) de l’association COP1 et de l’IFOP. Un étudiant sur deux annonce devoir renoncer à des achats alimentaires pour des raisons financières. Une proportion qui grimpe à 66% pour les étudiants considérés en situation de précarité.

36% des étudiants envisagent avoir recours à une aide alimentaire. C’est déjà le cas d’un tiers des étudiants, qui déclarent se procurer des denrées auprès d’associations ou banques alimentaire.

Bien sûr, l’inflation a son rôle à jouer dans ces chiffres. Mais pourtant, pré-inflation, la précarité étudiante était déjà un sérieux problème pour de nombreux étudiants.¹

Pauline, étudiante en troisième année de faculté de droit à l’Université de Dijon, nous explique : « C’est vrai qu’on sent l’inflation passer sur le budget. Je ne pense pas être en situation de précarité, mais je reconnais que je ne peux pas acheter tout ce que je voudrais en termes de produits alimentaires. Et comme beaucoup je pense, ça m’est déjà arrivé de sauter un repas, ou alors juste de manger en plus petites quantités pour faire deux repas avec ce qui aurait dû en être qu’un seul. ».



Source : Ouest France

« À une voix près »

Comment sortir les étudiants de cette situation ? Début 2023, le [gouvernement](#) a annoncé débloquer une enveloppe de 10 millions d’euros de crédits alimentaires. Concrètement, cela représente le financement d’au moins 300 000 colis alimentaires permettant à un étudiant de se nourrir pendant une semaine. Une mesure suffisante ? Rien n’est moins sûr. Le 9 février a été voté à l’Assemblée Nationale une proposition de loi du repas CROUS à un euro pour tous. À une voix près, la proposition a été retoquée. Il reste cependant à un euro pour les étudiants boursiers, mais pas pour les autres.

Aussi, un deuxième problème directement lié à la bourse a été identifié par l’étude de COP1. Deux tiers des étudiants s’estiment mal informés concernant les aides administratives. Les jeunes peinent à trouver de l’aide, par honte, mais aussi par manque d’accompagnement.



Plus d’un étudiant sur trois déclare se procurer des denrées auprès d’associations ou banques alimentaires.
© Thomas VANDENBERGUE

Face à l’inaction du gouvernement, les étudiants font preuve de solidarité. Ainsi, sur le campus de Dijon, les étudiants les plus précaires peuvent bénéficier d’une distribution gratuite de produits alimentaires et hygiéniques tous les lundis soir, par l’association Épi’Campus. L’épicerie solidaire qui est ravitaillée par des partenaires locaux enchaîne les distributions pendant deux heures dans un petit local mis à disposition par l’Université. Mais l’inflation frappe tout le monde, et leurs partenaires les fournissent de moins en moins, tandis que le nombre d’étudiants demandeurs ne cesse d’augmenter.

D’après les estimations de la [Banque de France](#), l’inflation ne devrait revenir autour de 2% qu’en 2025. D’ici là, les étudiants semblent livrés à eux-mêmes.

¹ Des études ont été menées pour évaluer l’impact de la crise sanitaire, puis plus tard de l’inflation, sur la situation des étudiants. Que ce soit au niveau socio-économique ou de leur santé mentale, de fortes hausses des difficultés ont été mises en lumière. L’étude internationale ISWS « International COVID-19 Student Well-being Study » conduite en mai et juin 2020, dont l’Université de Rouen a participé, a montré que post-confinement, 11,7% des étudiants français avaient des difficultés financières. Mais ce nombre était déjà de 7,7% pré-crise sanitaire.

Plus d'un·e étudiant·e sur dix doit choisir entre des protections périodiques ou d'autres produits de première nécessité

La précarité menstruelle touche de plein fouet les étudiant·e·s français·e·s, avec de réels impacts sur leur santé et leur intégrité. Pour endiguer cette crise, le gouvernement cherche des solutions à travers différentes mesures prises ces deux dernières années.

Par Camille Richard

Publié le 23 décembre 2023 · Lecture 3 min.



Source : Règles Élémentaires

Une enquête alarmante

Protections périodiques, anti-douleurs, visites médicales : les menstruations font partie intégrante du quotidien de la moitié de la population mondiale, et pourtant elles restent un synonyme d'inégalité pour beaucoup, notamment chez les étudiant·e·s.

Lorsque l'on peine à vivre dignement de ses règles par manque de ressources financières, on est en situation de précarité menstruelle. C'est le cas d'un·e étudiant·e sur trois, d'après une [étude](#) menée en 2020 par la FAGE, l'ANESF et l'AFEP.¹

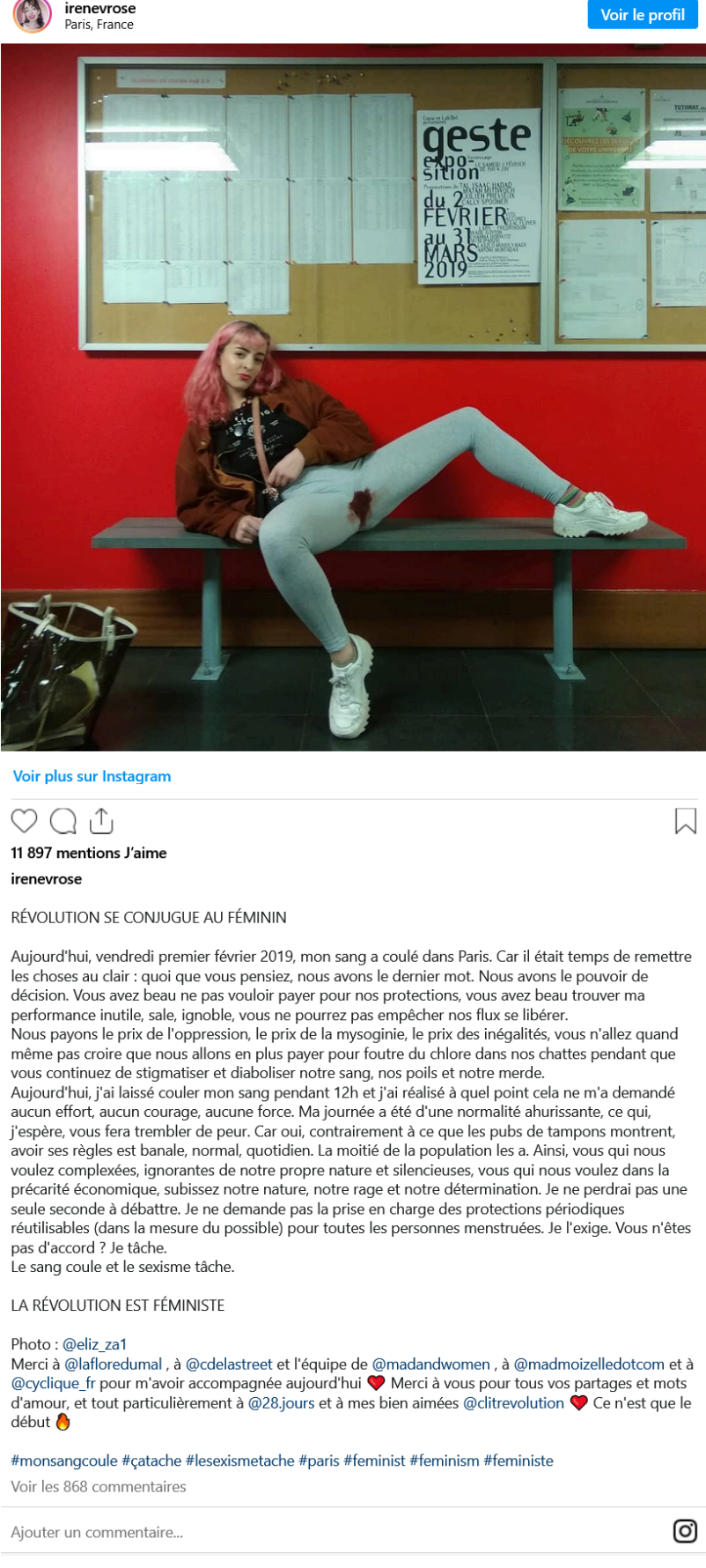
Cette dernière met en lumière les difficultés vécues par des étudiant·e·s français·e·s concernant leurs menstruations. Car être menstrué pèse dans un budget étudiant, généralement déjà maigre. L'enquête estime que, pour des protections périodiques, il faut compter entre 10 et 15 € par mois pour s'acheter ces produits de première nécessité, soit un budget de 120 à 180 € par an. En ajoutant les autres dépenses liées aux menstruations (anti-douleurs, visites médicales, lingerie), le panier moyen mensuel peut monter à 20 €.

Des tarifs de toute évidence trop élevés puisqu'un·e étudiant·e sur dix a déclaré devoir fabriquer ses propres protections hygiéniques, et un·e sur vingt utilise du papier toilette.

Autre statistique alarmante, 13% des sondées ont déclaré avoir dû choisir entre protections hygiéniques et un autre produit de première nécessité.

Une crise sanitaire quasi inconnue

Le tabou autour des règles encore présent en France n'aide pas à endiguer cette crise sanitaire. Malgré les récentes mobilisations féministe notamment sur les réseaux sociaux, les préjugés n'encouragent pas les étudiant·e·s menstrué·e·s en situation de précarité à demander de l'aide.



Une situation qui constitue de véritables dangers pour la santé des personnes concernées. Le plus connu étant le [syndrome du choc toxique](#), qui survient lorsqu'une personne menstruée garde trop longtemps sa protection hygiénique pour en utiliser le moins possible. Cela peut alors entraîner des dysfonctionnement de certains organes (foie, reins, poumons, etc.) et dans les cas les plus extrêmes un coma, voire un décès.

Des distributeurs de protections périodiques dans les universités

Face à la précarité menstruelle des jeunes, le gouvernement a mis en place en 2021 une [mesure](#) censée endiguer le problème de la précarité menstruelle. Les campus universitaires ont été équipés de distributeurs de protections hygiéniques gratuites à la rentrée de septembre 2021.

Deux ans plus tard, où en sommes-nous ? Camille, étudiante à l'IUT de Dijon, explique : « Ça dépanne quand on n'a pas de protections sur soi, mais on ne peut pas non plus se servir comme on veut pour refaire nos stocks chez nous. Il faut penser aux autres. Et on n'est pas à l'abri que l'unique distributeur de l'IUT soit vide. ».



Source : Crous Clermont

Plus récemment, Élisabeth Borne a annoncé pour début 2024 [le remboursement par la sécurité sociale des protections périodiques réutilisables pour les femmes de moins de 26 ans](#). Une mesure qui devrait être plus efficace face à la précarité menstruelle des étudiant·e·s.

¹ L'étude a été réalisée par la Fédération des Associations Générales Etudiantes (FAGE), l'Association Nationale des Etudiant·e·s Sage-Femme (ANESF) et l'Association Fédérative des Etudiant·e·s de Poitiers (AFEP). Elle s'est penchée sur un échantillon de 6 518 étudiant·e·s vivant en France, avec une moyenne d'âge de 20 ans. Les étudiant·e·s en deuxième et troisième année d'études supérieures sont une majorité des répondant·e·s. Il est important de noter que les femmes ne sont pas les seules populations menstruées. Ainsi, l'enquête inclut les réponses des minorités de genre telles que des personnes non binaires (1,32% des répondant·e·s), des hommes transgenres (0,6% des répondant·e·s) et de 0,32% de personnes ne se prononçant pas sur leur genre.